

NATIONS UNIES

CONSEIL

DE TUTELLE UN LIBRARY



NOV 24 1982

Distr.
LIMITEE

T/COM.10/L.313
19 novembre 1982
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMUNICATION PRESENTÉE PAR M. JOSUA KOSHIBA, PRESIDENT DE LA
COMMISSION SENATORIALE DES AFFAIRES ETRANGERES DU PREMIER OLBIL
ERA KELULAU (CONGRES) DES PALAOS, CONCERNANT LE TERRITOIRE SOUS
TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE

(Distribuée conformément à l'article 24 du règlement intérieur du
Conseil de tutelle)

SENAT

PREMIER OLBIL ERA KELULAU

REPUBLIQUE DES PALAOS

KOROR, PALAOS
96940

Le 28 septembre 1982

Son Excellence
Monsieur Haruo I. Remeliik
Président de la République des Palaos
P.O. Box 100
Koror, Palaos 96940

Monsieur le Président,

Notre commission délibère actuellement sur l'adoption éventuelle du pacte de libre association qui vient d'être signé et nous avons quelques questions que, nous l'espérons, vous pourrez éclaircir.

La première est de savoir s'il y a suffisamment de temps pour mener un programme d'éducation politique véritable concernant le pacte entre la date à laquelle vous avez présenté ledit pacte à l'Olbiil Era Kelulau le 14 septembre 1982 et la date proposée de novembre pour l'organisation du référendum.

La deuxième question touche les sommes affectées à l'éducation publique. Nous avons appris indirectement qu'une certaine somme doit être octroyée par les Etats-Unis d'Amérique aux fins de l'éducation politique concernant le pacte de libre association. Après avoir étudié l'article 12 de la Constitution, nous en avons conclu que toute somme d'argent, quelle qu'en soit la source, est considérée comme recette nationale et doit être déposée au trésor national et déboursée selon

les modalités prévues par la loi. En outre, on nous a appris l'ouverture du compte No A 240.141, sur lequel seraient imputées les dépenses concernant l'éducation politique, bien qu'il n'y ait pas eu d'ouverture de crédit préalable à cette fin. Toutes ces mesures sont manifestement en violation des dispositions de notre Constitution et de la Public Law No 754 qui dit notamment que nul ne peut engager de dépenses ni autoriser de dépenses à une fin donnée, ni créer une obligation ni l'autoriser avant l'ouverture, l'allocation, l'affectation ou la réaffectation de crédits à cette fin. Etant donné que les projets de dépense de la somme d'argent susmentionnée sont de toute évidence illégaux et anticonstitutionnels, nous aimerions que vous nous expliquiez comment cette somme d'argent et ces dépenses seraient conformes à notre Constitution.

Nous soupçonnons ici une conspiration visant à faire approuver le pacte de libre association par l'électorat des Palaos de façon illégale et anticonstitutionnelle et ces efforts doivent cesser immédiatement si le présent gouvernement doit rester un gouvernement respectueux de la loi.

Ce que nous voulons essentiellement, c'est que la population ait toutes les possibilités voulues pour étudier le pacte de libre association et en discuter, et veiller à ce que cet exercice soit mené dans le respect de la lettre de la loi et de la Constitution de la République des Palaos. C'est pourquoi nous serions heureux de recevoir votre prompt réponse aux questions que nous avons soulevées dans les présentes.

Veuillez agréer, etc.

Le Président de la Commission
sénatoriale des affaires
étrangères,

(Signé) Joshua KOSHIBA

cc : M. Fred Zeder II, Ambassadeur,

M. Paul POUDADE, Président du Conseil de tutelle de l'ONU

M. R. S. Ovinniko, Ambassadeur, Premier Représentant permanent
adjoint de l'Union des Républiques socialistes soviétiques
auprès de l'Organisation des Nations Unies, représentant au
Conseil de tutelle
